

<http://ecoleemancipee.org/spip.php?article2545>



Parcoursup, réformes du lycée et du bac : Claire Bornais

- FSU - CDFN - CDFN 2017-2018 - CDFN Mars 2018 -



Date de mise en ligne : mardi 20 mars 2018

Date de parution : 20 avril 2018

Copyright © L'École Émancipée - Tous droits réservés

La FSU est pour le moment encore la 1^{ère} fédération de l'Éducation nationale. Elle est une fédération importante dans la Fonction Publique d'Etat, et défend les services publics.

Or une question majeure vient d'apparaître depuis l'automne dernier dans le champ des services publics de l'enseignement secondaire et supérieur : celle des réformes conjointes du lycée, du bac et de l'accès à l'enseignement supérieur.

Nous avons affaire à un réel basculement du modèle, passant d'un service public d'éducation où les bacheliers et bacheliers avaient encore des espaces de choix à l'entrée dans le supérieur grâce à l'absence de sélection en licence à l'université, à un système à l'anglo-saxonne où l'individu entrepreneur de lui-même fera - dès la classe de seconde - des choix déterminants pour son avenir, qui feront qu'un établissement d'enseignement supérieur l'acceptera comme étudiant ou pas ensuite.

La floraison d'offices d'orientation ou de formations diverses montrent que le marché se tient prêt à profiter des réformes. Nombreux sont ceux qui voient dans cette sélection généralisée à l'entrée à l'université l'occasion de passer très vite ensuite à une augmentation massive des droits d'inscription dans le supérieur, à l'instar de l'économiste néolibéral Robert Gary-Bobo, auteur d'une contribution à destination de l'équipe de campagne électorale de Macron révélée par les Macronleaks début 2017. Toutes les politiques et réformes actuellement mises en oeuvre par ce gouvernement Macron étant profondément néo-libérales, il faut avoir la foi pour penser qu'il n'en ira pas de même en matière éducative.

Et que dit la première fédération de l'EN à ce sujet ? Presque rien...

Une lettre aux parents d'élèves a bien été initiée, mais en dehors de cela, aucune expression forte.

Et que fait la FSU ? Encore moins.

Pas d'appel clair à s'opposer à ces réformes, pas de plan d'action de niveau fédéral. Il n'est pas possible de laisser les syndicats nationaux faire chacun dans leur coin ce qu'ils peuvent, en se coordonnant éventuellement en intersyndicale. Leur action est nécessaire, bien sûr, pour être au plus près des collègues, mais pas suffisante, car la logique d'ensemble n'est pas suffisamment mise en évidence.

La FSU porte le mandat de l'élévation générale du niveau de formation et de qualification, considérant que les savoirs émancipent. Ces réformes sont une attaque des services publics, que la FSU défend avec d'autres organisations syndicales et avec les usagers (notamment parents). Donc elle peut entrer dans la bataille contre ces réformes.

Les collègues mobilisés (ou même ceux qui sont simplement inquiets et qui pour l'instant ne font rien) doivent pouvoir identifier la FSU comme un acteur central de la bataille contre ces réformes, pour s'en souvenir au moment de voter en décembre prochain. La question des rémunérations ne saurait être suffisante comme axe pour celles et ceux qui partagent nos valeurs et sont les plus susceptibles de voter et de faire voter pour la FSU.

Donc la FSU doit entrer dans la bataille.

Il faut donc pour cela que la FSU se mette au travail, affiche publiquement son opposition en tant que fédération aux réformes du lycée, du bac et de l'entrée dans le sup et construise un plan d'action fédéral (associant évidemment les SN directement concernés)